



14, passage Dubail 75010 PARIS
T. +33 (0)1 40 36 41 46
contact@plateforme-palestine.org
www.plateforme-palestine.org

A l'attention de :

Monsieur Emmanuel Macron
Ministère de l'Economie, de l'Industrie et du
Numérique
139, rue de Bercy
75 572 Paris Cedex 12

Paris, le 9 décembre 2015

Objet : la mise en œuvre de l'étiquetage différencié des produits des colonies israéliennes

Monsieur le Ministre de l'Economie,

Le 11 novembre 2015, la Commission européenne a publié une notice interprétative sur l'indication de l'origine des produits des territoires occupés par Israël depuis juin 1967, venant clarifier la législation commerciale européenne existante.

La Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, la FIDH, Attac France et le Réseau Euromed France, réunies au sein de la campagne « Made in Illegality », accueillent positivement cette annonce qui correspond à l'une de leurs demandes fortes.

La notice interprétative de l'Union européenne rappelle en premier lieu, en accord avec le droit international, que les territoires occupés par Israël (le plateau du Golan, la Cisjordanie, Jérusalem-Est et la bande de Gaza) ne font pas partie du territoire israélien.

Ensuite, selon la législation européenne existante, il est obligatoire que certains produits disponibles sur le marché européen (cosmétiques, fruits et légumes frais, vin, huile d'olive) aient une mention indiquant leur origine correcte. D'autres peuvent être étiquetés sur la base du volontariat. Dans tous les cas, la Commission précise que les produits provenant des colonies dans les territoires occupés par Israël ne pourront être étiquetés « produit d'Israël », mais devront avoir une mention du type « produit de Cisjordanie (colonie israélienne) ».

La Commission en appelle aux opérateurs économiques qui ont de nombreux moyens de se procurer l'origine exacte des produits : la documentation douanière, les factures, les bordereaux de livraison, la documentation de transport. Si l'origine est difficilement identifiable, il est de la responsabilité de l'opérateur économique de demander l'origine exacte du produit au fournisseur ou à l'importateur.

D'autre part, la Commission rappelle qu'il est de la responsabilité des Etats membres de l'UE de mettre en place ces dispositions au niveau national et de prévoir des sanctions si la législation européenne n'est pas respectée.

Membres : Amani, Artisans du Monde (Fédération), Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP), Association France Palestine Solidarité (AFPS), Association pour les jumelages entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF), Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM), Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active (Ceméa), Cimade, Collectif Interuniversitaire pour la Coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP), Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement - Terre Solidaire (CCFD-Terre Solidaire), Comité de Bienfaisance et de Secours aux Palestiniens (CBSP), Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR-PO), Comité Gaza Jérusalem Méditerranée, Enfants Réseau Monde/ Services (ERM/SERVICES), Fédération Sportive et Gymnique du Travail (FSGT), Génération Palestine, Ligue des Droits de l'Homme et du citoyen (LDH), Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté - section française (LIFPL), Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), Mouvement de la Paix, Mouvement International de la Réconciliation (MIR), Mouvement pour une Alternative Non violente (MAN), Pax Christi France, Secours Catholique-Caritas France, Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement (SIDI), Terre des Hommes France, Union Juive Française pour la Paix (UJPF). **Observateurs :** Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT-France), Afran-Saurel, Agir ensemble pour les droits de l'Homme (AEDH), Amnesty International France, Association Pour Jérusalem, Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID), Collectif judéo-arabe et citoyen pour la Palestine, Fédération Nationale des Francas, Groupe d'Amitié Islamo-Chrétienne (GAIC), Handicap International, Médecins du Monde France, Première Urgence Internationale (PUJ), Réseau d'information pour le développement et la solidarité internationale (RITIMO).

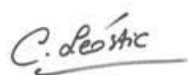
Depuis plusieurs années, la société civile ainsi que des Etats membres de l'UE demandaient la publication de telles précisions sur l'étiquetage des produits des colonies israéliennes. La France a été particulièrement active auprès de l'Union européenne.

Maintenant que la disposition est claire, nous attendons de notre gouvernement une mise en œuvre rapide de ces dispositions en France, comme la notice explicative le prescrit afin que les opérateurs économiques français respectent sur ce point la législation commerciale européenne. Nous vous demandons à cet égard quelles mesures concrètes vous comptez prendre et dans quel délai.

Par ailleurs, nous souhaitons attirer votre attention sur le fait que nous considérons l'étiquetage comme un pas en avant pour le respect du droit international. Néanmoins, il n'est pas suffisant ; les consommateurs européens ne devraient pas avoir à assumer la responsabilité de décider si oui ou non ils souhaitent soutenir colonies illégales à travers l'achat de biens et de produits. C'est pourquoi nous appelons l'Etat français à interdire l'entrée sur son territoire des produits des colonies, en accord avec le droit international et avec la position officielle de la France sur l'illégalité de la colonisation. Un premier pas a déjà été fait par l'Union européenne avec l'interdiction d'importation des produits d'origine animale issus des colonies, y compris des volailles des œufs et des produits laitiers. Il doit être généralisé à tous les produits des colonies.

Nous souhaiterions vous rencontrer pour en discuter.

Dans l'attente de la suite que vous donnerez à notre requête, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre haute considération.



Claude Léostic
Présidente de la **Plateforme des
ONG françaises pour la Palestine**



Karim Lahidji, Président de la
**Fédération Internationale des
Droits de l'Homme (FIDH)**



Attac France



Nacer El Idrissi, Président
du **Réseau EuroMed France**



Membres : Amani, Artisans du Monde (Fédération), Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP), Association France Palestine Solidarité (AFPS), Association pour les jumelages entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF), Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM), Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active (Ceméa), Cimade, Collectif Interuniversitaire pour la Coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP), Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement - Terre Solidaire (CCFD-Terre Solidaire), Comité de Bienfaisance et de Secours aux Palestiniens (CBSP), Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR-PO), Comité Gaza Jérusalem Méditerranée, Enfants Réseau Monde/ Services (ERM/SERVICES), Fédération Sportive et Gymnique du Travail (FSGT), Génération Palestine, Ligue des Droits de l'Homme et du citoyen (LDH), Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté - section française (LIFPL), Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), Mouvement de la Paix, Mouvement International de la Réconciliation (MIR), Mouvement pour une Alternative Non violente (MAN), Pax Christi France, Secours Catholique-Caritas France, Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement (SIDI), Terre des Hommes France, Union Juive Française pour la Paix (UJPF). **Observateurs** : Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT-France), Afran-Saurel, Agir ensemble pour les droits de l'Homme (AEDH), Amnesty International France, Association Pour Jérusalem, Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID), Collectif judéo-arabe et citoyen pour la Palestine, Fédération Nationale des Francas, Groupe d'Amitié Islamo-Chrétienne (GAIC), Handicap International, Médecins du Monde France, Première Urgence Internationale (PUI), Réseau d'information pour le développement et la solidarité internationale (RITIMO).